

LIVRES

Nous sommes trop nombreux sur cette planète. Néanmoins...



La croissance démographique amplifie les inquiétudes sur le climat, les ressources naturelles, l'alimentation, etc. Faut-il agir ou laisser faire et respecter la liberté de chacun de se marier (ou pas) d'avoir des enfants (ou pas) ? Trois livres en anglais sur ces sujets.

WORLD POPULATION PROSPECTS. The 2006 Revision. Comprehensive Tables, New York, United Nations, 2008, 932 pages.

Depuis les années 1950, l'ONU propose des estimations et des projections démographiques. Ces données sont constituées à partir de chiffres nationaux. Elles sont révisées tous les deux ans, avec leur part d'arbitraire (hypothèses choisies) et d'incertitude (piètre qualité des appareils statistiques de certains pays). Ces données de la division de la population des Nations unies sont désormais toutes accessibles en ligne (www.un.org/esa/population/unpop.htm).

Le monde compte actuellement près de 6,7 milliards d'habitants. Chaque année, la planète accueille autour de 80 millions de nouveaux venus. Une image : la population indienne augmente plus en une semaine que celle de l'Union européenne en un an.

L'ONU prévoit pour 2050, dans son scénario central, une population mondiale de plus de 9 milliards d'habitants. Au début des années 1990, la prévision dépassait 9,8 milliards. La révision à la baisse est due à un affaiblissement plus rapide de la fécondité et à une hausse attendue du nombre de décès, notamment en raison du sida. L'augmentation n'en resterait pas moins de 2,5 milliards d'habitants, l'équivalent de la population mondiale en 1950. Elle sera principalement absorbée par les régions moins développées.

Fin 2003, l'ONU avait réalisé des projections portant sur 2300. Avec un scénario à fécondité constante – présenté « pour information » –, la population mondiale passerait à 244 milliards dès 2150. La planète serait alors assurément inhabitable... Certains voient dans ces projections lointaines des spéculations fantaisistes. D'autres considèrent que tout peut être probabilité. Si pour 2050 nous serons encore quelques-uns à pouvoir vérifier ce qui était prévu un demi-siècle plus tôt, il est certain qu'aucun d'entre nous présent à la date de publication de cet article ne sera là en 2300. La démographie repose tout de même sur des certitudes...

FATAL MISCONCEPTION. The Struggle to Control World Population, par Matthew Connelly, Cambridge, Harvard University Press, 2008, 544 pages.

La croissance démographique suscite depuis longtemps des craintes. Il y a eu Malthus et ses thèses régulièrement démenties et pourtant tout aussi régulièrement ravivées. À la peur de ne pas pouvoir nourrir tout le monde ou bien de voir naître des conflits majeurs entre nations aisées à faible fécondité et pays pauvres à natalité élevée s'ajoutent désormais les périls environnementaux que ferait peser une humanité grandissante.

Tout a été tenté, comme l'imposition d'un modèle à enfant unique (Chine), ou la stérilisation forcée (Inde). L'historien américain Matthew Connelly propose un retour en arrière et un tour du monde de ce qui a été mis en œuvre, avec souvent de la cruauté et rarement de l'efficacité, afin de contrôler la démographie. Connelly s'intéresse notamment aux politiques nationales de limitation des naissances, souvent teintées d'eugénisme. Son observation centrale est que les mouvements en faveur du contrôle de la population reposent sur de « *bonnes intentions* », notamment de la part de fondations implantées dans les pays riches. Tout cela aura néanmoins été à l'origine de souffrances considérables, en particulier pour les femmes et les enfants.

En un mot, Connelly critique les programmes autoritaires de planning familial destinés à réduire la pauvreté et à assurer le développement, mais consistant essentiellement à restreindre les libertés (des autres). Puisant dans les sources les plus diverses, dont certaines archives de l'OMS et du Vatican, Connelly souligne les coûts humains induits par certaines options qui remettent de fait en question les droits les plus naturels. L'auteur, qui ne se place pas sur un plan moral (même s'il dédie son livre à ses parents « *pour avoir eu tant d'enfants* »), constate l'échec observable à moyen terme de toutes ces orientations. Il analyse la coalition hétéroclite de leurs défenseurs qui rassemble des humanitaires, des féministes,

des écologistes, mais aussi des théoriciens racistes et des responsables militaires.

Pour conclure on notera que « *la plupart des gens sont plutôt contents de réduire leur "PIB par tête" en ayant des enfants* ».

THE HOUSEHOLD. Informal Order around the Hearth, par Robert C. Ellickson, Princeton, Princeton University Press, 2008, 251 pages.

La population mondiale résulte des interactions et appariements entre les individus. Professeur à Yale, spécialiste du droit de propriété mais aussi des incivilités, Robert Ellickson revient sur la diversité des formes de la vie domestique. D'essence théorique, cet essai juridique dense a pour sujet les arrangements informels rendus possibles dans le monde développé et libéralisé (c'est-à-dire débarrassé de la tradition et de la tentation totalitaire).

À large échelle, Ellickson observe que partout la taille des ménages se réduit. Aux Etats-Unis, elle était en moyenne de 5,8 individus en 1790. Elle est actuellement de 2,6. Elle est de 2 en Suède, 3,5 au Brésil, 5,2 en Inde, 10 au Sénégal.

Le ménage, qui diffère de la famille et des liens du mariage, est le « *microcosme domestique* » dans lequel les humains passent la plus grande partie de leur vie. Les ménages peuvent être des couples dans des studios, des familles dans des kibboutz ou encore des individus dans des monastères. Dans les sociétés libérales avancées, les personnes choisissent librement le ménage dans lequel elles vivent, même si elles restent affiliées biologiquement et juridiquement à leur famille. Ellickson note qu'elles s'assortissent de plus en plus par préférence et ressemblance. Cela n'est pas sans incidence sur la ségrégation.

L'expert examine trois types de relations constitutives du ménage : entre coprobitants, entre copropriétaires, entre locataires et propriétaires. Il s'intéresse aux coûts de transaction, comme on dit dans l'étude des firmes, dans la vie domestique, cette réalité à la fois immobilière et affective. Sa thèse forte est qu'une bonne « *gouvernance domestique* » assurant une qualité de vie élevée passe par le moins possible de formalisation juridique. A bon entendre.

JULIEN DAMON, professeur associé à Sciences po (master d'urbanisme).

LE COMMENTAIRE DU CERCLE DES ÉCONOMISTES

Relancer, réformer ou répartir ?

Dur d'être président par temps de crise ! Les salariés du privé veulent être protégés, ceux du public exigent des augmentations et des postes, les entrepreneurs demandent moins d'impôt, les consommateurs des baisses de prix, le tout avec un déficit public aussi contrôlé que possible. Tout le monde rêve de revenir avant la crise, avec chez certains l'idée d'arrêter les réformes. La « relance keynésienne par la consommation » reprend du service, puisque la « défense des avantages acquis », essentiellement publics, devient plus difficile à brandir quand le chômage monte.

Pour avancer dans ce débat, au-delà des invectives, il faut d'abord se demander quel est notre risque majeur : récession... ou déflation ? La réponse est : déflation. C'est l'idée que les prix des biens, des logements, des actions... baisseront demain, donc qu'il ne faut pas acheter aujourd'hui. C'est notre danger, car la prophétie est autoréalisatrice. Les prix baissent, jusqu'à un moment où les entreprises ne peuvent plus produire à des conditions de super-soldes. Donc attention à une baisse de la TVA pour les produits. Elle entretient l'idée d'une baisse ultérieure des prix, outre ses effets sur le déficit public et le déficit extérieur. Il vaut mieux baisser les taux courts – c'est le travail de la Banque centrale – pour réduire la rémunération de l'épargne liquide, inciter à consommer et à investir.

Inutile aussi d'opposer relance par l'offre (jugée de droite, et lente) à relance par la demande (jugée de gauche, et importatrice) si on ne relance pas d'abord la machine à financer. Il faut donc voir si la BCE ne pourrait pas continuer à baisser ses taux courts, vers 1 % par exemple, puis acheter, directement ou non, des titres publics, grecs ou italiens par exemple. Pas orthodoxe ? Mais est-ce qu'on veut une crise financière chez nos voisins, ou trouver des moyens de les aider et de faire baisser les taux de tous les crédits en Europe ? Est-ce que la Réserve fédérale américaine se gêne pour le faire ?

Disons-nous quelques autres vérités : la relance par la demande, appuyée sur une hausse du SMIC, n'aurait pas pour risque majeur d'accroître l'importation, mais celui de fragiliser l'emploi, surtout aujourd'hui. Elle concerne les salariés à temps partiel et les services aux particuliers, où on trouve un tiers de smicards. La réaction risque alors d'être immédiate contre cet emploi peu ou pas qualifié qui deviendrait ainsi plus cher. De son côté, la relance par l'offre est plus lente. Elle peut aussi avantager les grands

groupes et soutenir des programmes qui ne renforceront pas nécessairement la croissance future. Les « bords » travaux ne sont pas nécessairement « grands ». Pensons alors à celles dont on ne parle jamais : les PME. La crise actuelle les met au-devant de toutes les difficultés : chutes de commandes, arrêts de CDD dans l'intérim, effondrement de la sous-traitance dans le BTP ou l'automobile... Elles paient une large part de la crise en cours, et avec elles les salariés les plus fragiles et les petites villes.

Pourquoi ne pas aider les PME à résister au choc actuel par la baisse des taux d'intérêt certes, mais aussi par des programmes publics locaux leur permettant de recevoir immédiatement des avances sur commandes, avec l'engagement des collectivités publiques de les payer ensuite à trente jours ? Ce serait une relance par l'offre, par la demande aussi, par la trésorerie d'abord.

Pourquoi ne pas aider les PME à résister au choc par des programmes publics locaux leur permettant de recevoir des avances sur commandes immédiatement ?

Et quand il s'agit du partage de la valeur ajoutée, il faut se dire qu'il est globalement stable en France entre salaire et profit, sauf – au sein des salaires – en faveur d'une extrême minorité de la population qui a récemment profité des fameux bonus, mais c'est fini. Et le partage de la richesse reste, toujours, défavorable aux femmes et aux jeunes. Pourquoi ne pas en parler, ne pas pousser à une réaction solidaire des territoires, des décideurs publics et des lieux de formation, avec les PME ?

Il faut continuer à réformer pour soutenir les entreprises et les innovateurs, lutter contre les discriminations, aider les jeunes, former les seniors et les chômeurs, notamment à temps partiel, renforcer les territoires. Et il faut alors réduire les dépenses publiques classiques pour laisser de la place à ces investissements en formation et en socialisation. Cessons donc d'opposer : les réformes bien ciblées permettent de répartir et de mieux répartir. Discutons-en.

Jean-Paul Bethèze est professeur d'université, chef économiste d'une grande banque française.

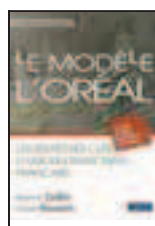
Le modèle L'Oréal : succès et limites

LE MODÈLE L'ORÉAL
Les stratégies clés d'une multinationale française

par Béatrice Collin et Daniel Rouach, éd. Pearson, 146 pages, 19 euros.

Où va L'Oréal ? A deux mois d'une échéance capitaliste cruciale qui intervient en plein psychodrame familial chez les Bettencourt et à une semaine des résultats de l'entreprise, voilà un livre qui tombe à pic. Fruit de quatre années de recherches de la part de deux professeurs de l'ESCP-EAP, il plonge en profondeur pour extraire les racines du succès de cette entreprise hors du commun. Elle est à la fois familiale, française, totalement mondialisée, extrêmement connue et... particulièrement secrète. Pour les auteurs, la recette de L'Oréal tient en un seul mot : la cohérence. Celle qui permet d'aligner une stratégie déterminée et une gestion des hommes très originale.

Si l'entreprise, fondée par l'ingénieur entrepreneur Eugène Schüller en 1909, n'a pas changé ses valeurs depuis, la stratégie actuelle date des années 1960, quand l'entreprise, spécialisée dans les produits de coiffure, a fait deux choix fondamentaux. D'abord élargir son activité à l'ensemble des cosmétiques, notamment par l'acquisition,



en 1965, des Laboratoires Garnier et de la marque de luxe Lancôme, et ensuite partir à la conquête de l'international. Autrement dit, focalisation sur un seul marché, mais couverture totale, tant sur le plan des produits, du petit prix au grand luxe, que sur celui de l'expansion géographique. C'est ce qui fait la grande différence avec ses concurrents, qui sont soit issus de grands groupes diversifiés, comme Procter & Gamble, Unilever ou LVMH, soit des acteurs de niche comme Chanel ou Clarins. C'est aussi pourquoi l'entreprise est totalement intégrée, de la recherche de long terme jusqu'à la fabrication. Une stratégie qui a permis à l'entreprise d'afficher une croissance record et de s'affirmer comme le numéro un mondial de sa spécialité. En près de vingt ans, sous le magistère de Lindsay Owen Jones, qui s'est achevé en 2006, le chiffre d'affaires a été multiplié par quatre.

Mais une telle réussite n'aurait pas été possible sans une culture managériale hors normes qui fait l'admiration de tous les professeurs de management (dont les auteurs) et même de ses concurrents. Elle résulte d'une fierté identitaire très forte, associée à une organisation en réseau totalement souple et informelle. Pas d'organigramme écrit, une mobilisation par projet qui privilégie l'échange, la confrontation et la compétition. Avec une double obsession, celle de la curiosité pour son marché et ses concurrents (une intelligence économique hors pair) et celle des relations humaines. Les meilleurs sont recrutés à la sortie de l'école et tout est fait pour qu'ils ne repartent plus, notamment à coup de formation et de mobilité internationale. Avec en surplomb les valeurs héritées d'Eugène Schüller : culte de la recherche, de l'échange, de l'autonomie, mais aussi du secret et de la fidélité. Une organisation quasi clanique, que l'on rencontre plus dans une PME que dans un groupe mondial, qui peut constituer la limite de l'exception L'Oréal. A mesure que l'entreprise s'éloigne de ses bases, le besoin de formalisme se fait jour ainsi que se diluent les valeurs. C'est le grand défi de la firme et une des clés de l'avenir que tentent d'analyser les auteurs à l'aube d'une année particulière.

PHILIPPE ESCANDE

LA REVUE DU JOUR

La crise que cache la crise



Le propos. « Relancer ? Peut-être, mais d'abord y voir plus clair », abjure le philosophe Paul Thibaud, dans le dernier « Débat ». Et l'ancien directeur de la revue « Esprit », dans un article de haute volée, de proposer de remettre le politique au premier plan. Sans mégar l'économie, cette « science triste, ennemie de l'illusion » qui s'est propulsée « science cruelle » pour les uns et « maîtresse d'illusion pour les privilégiés ». Sa démonstration est très sévère à l'encontre du pragmatisme anglo-saxon, qui s'est typiquement érigé en modèle, sans même avoir nourri de vision pour l'humanité. Son credo ? Il faut quitter les rives de la mondialisation subie pour celle d'une « mondialité » choisie. Enfin, il ne faut pas d'instance mondiale de gouvernement, décidée ex-cathedra, mais une délibération entre les nations, qui reste une « grande invention européenne », selon lui.

Les limites. De l'« individualisme autosuffisant » à la « démagogie des soldes », la première partie est une charge contre le capitalisme qui ratisse un peu large ! Enfin, Paul Thibaud évoque le concept de « concurrence équitable », sans, hélas, en dégager les principes.

La citation. « Le souci des Etats-Unis pour eux-mêmes, la communauté déchirée et désillusionnée qu'ils forment, la conscience de leur particularité, c'est un bon point de départ pour retrouver le monde et le considérer à nouveau. »

J.-M. C.

« Le Débat », janvier-février 2009, numéro 153, Gallimard, 192 pages, 17 euros